

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

Cellule des Marchés Publics
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Thomas MEHENNI
Achats généraux du GHT
02.32.73.34.45

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**FOURNITURE DE DIVERS IMPRIMÉS
MÉDICAUX, ADMINISTRATIFS ET DE
COMMUNICATIONS OFFSET**

Numéro de la consultation : 25DAHL016

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escalles.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un accord-cadre relatif à la fourniture de divers imprimés administratifs, médicaux et de communication offset pour le Groupement Hospitalier du Territoire Estuaire de la Seine.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

22000000-0	Imprimés et produits connexes
------------	-------------------------------

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Conformément à l'article R2162-3 du Code de la commande publique, le présent marché est un accord-cadre exécuté en partie par la conclusion de marché subséquents et en partie par l'émission de bon de commande. Il est conclu sans minimum avec un montant maximum de 350 000€ HT, en application de l'article R. 2162-4 Code susvisé.

- Lot n°1 : Divers imprimés administratifs, médicaux et de communication offset :

Le lot 1 est multi-attributaire, cinq titulaires seront retenus au maximum sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents conformément à l'article R2162-7 du code susvisé.

Les « marchés subséquents » sont entendus comme des « marchés passés sur le fondement de l'accord cadre » par les établissements bénéficiaires de l'accord-cadre. Ils seront précédés d'une mise en concurrence à la survenance des besoins. Les modalités de passation des marchés subséquents sont décrites au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

- Lot n°2 : Ordonnances sécurisées :

Le lot 2 est mono-attributaire. Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code précité.

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escales.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escales.

3.6 Décomposition

3.6.1 Allotissement

Le présent marché est décomposé en 2 lots :

- Lot n°1 : Divers imprimés administratifs, médicaux et de communication offset.
- Lot n°2 : Ordonnances sécurisées.

Les lots seront attribués séparément.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.7 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer 1 variante conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- d'améliorer les flux logistiques,
- de diminuer les coûts (notamment logistiques),
- de conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- de prendre en compte une démarche de développement durable,

Les variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

4.1 Dans le cadre de l'accord cadre

Le marché prend effet à compter du 09 septembre 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, et pour une période de 12 mois.

Toutefois, le marché pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours

4.2 Dans le cadre des marchés subséquents (Lot 1)

La durée de chaque marché subséquent sera définie par les établissements lors de la survenance du besoin sans pouvoir excéder 12 mois et selon les conditions définies à l'article 6.1 du présent document. Les marchés subséquents pourront être lancés pendant toute la période de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés sous forme d'un bon de commande.

La durée d'exécution des marchés subséquents ne pourra pas se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons à tirer ;
- Les bons de commande ;
- Les bons de livraisons.

Article 6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Pour rappel :

- Le lot 1 est multi-attributaire, cinq titulaires seront retenus au maximum sous **réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres**. Il donne lieu à la **conclusion de marchés subséquents** conformément à l'article R2162-7 du code susvisé et selon les conditions définies à l'article 6.1 du présent document.
- Le lot 2 est mono-attributaire. Il sera exécuté au fur et à mesure de **l'émission de bons de commande** conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code précité.

Les dispositions de l'article 6.1 s'applique au lot 1. Les autres dispositions sont communes aux deux lots.

6.1 Modalités de passation et d'attribution des marchés subséquents (Lot 1)

6.1.1 Remise en concurrence

Au titre du lot 1 de l'accord cadre, seront retenus :

- Cinq titulaires au maximum pour le lot n°1.

Les marchés subséquents fondés sur l'accord cadre seront attribués après consultation des titulaires par chaque établissement partie du GHT et sous leur pleine responsabilité. Le pouvoir adjudicateur fixera alors les caractéristiques ainsi que les modalités d'exécution des prestations.

La remise en concurrence interviendra à la survenance du besoin sous la forme d'une demande de devis envoyée par mail décrivant notamment :

- Les caractéristiques techniques ;
- Le délai de livraison souhaité
- Les quantités demandées
- Le délai de remise des offres.

Cette consultation permettra aux titulaires de formuler leurs offres.

Pour ces marchés subséquents, l'offre conforme aux caractéristiques techniques demandées par le pouvoir adjudicateur et financièrement la plus intéressante sera retenue. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir une offre qui ne serait pas totalement conforme à la demande initiale sous réserve que les modifications proposées représentent un changement mineur.

Seules les offres remises au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées lors de la remise en concurrence et qui respectent les prescriptions seront considérées.

Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

RAPPEL :

Pour rappel, lorsqu'un marché subséquent porte sur des documents strictement identiquement à ceux définis dans le BPU et en quantités équivalentes (c'est-à-dire sans modification de contenu, de format ou de caractéristiques techniques), les prix unitaires établis lors de l'accord cadre devront intégralement être repris. Aucune révision ou adaptation de ces prix ne pourra être effectuée, sauf dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent document

6.1.2 Processus général

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Les marchés qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront exécutés via l'émission de bons de commande transmis par mail, conformément à l'article R. 21162-8 du Code de la commande publique.

Lesdits titulaires doivent répondre aux demandes des établissements parties décrites lors de la remise en concurrence. S'ils n'ont pas l'intention de soumettre une offre, ils sont tenus d'en informer expressément les établissements concernés.

Les marchés subséquents seront passés dans les conditions suivantes :

- **1ère étape :** Remise en concurrence par mail des titulaires de l'accord cadre par les établissements. Cette remise en concurrence prendra la forme d'une demande de devis.
- **2ème étape :** Retour par mail des candidats.
- **3ème étape :** Les candidats seront informés par mail, s'ils sont retenus
- **4ème étape :** Les commandes seront envoyées par mail au candidat retenu.
- **5ème étape :** Les livraisons débuteront selon les conditions fixées par le bon de commande.

6.1.3 Attribution

Le marché subséquent est attribué après décision de l'établissement concerné selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Coût global noté sur 20 : <ul style="list-style-type: none">➤ Coût total de l'offre	= 20	70%
Valeur technique sur 20 : <ul style="list-style-type: none">➤ Délai de livraison après bon à tirer	= 20	30%

Les titulaires de l'accord-cadre non retenus sont informés par décision de l'établissement concerné du résultat de la remise en concurrence. Cette information pourra être effectuée par mail avec demande d'accusé de réception

6.1.4 Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché subséquent est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Définition technique des imprimés concernés par le marché subséquent
- Le devis (propositions de prix du titulaire de l'accord-cadre) ;
- Le bon de commande de l'établissement de santé ;
- Le bon à tirer du titulaire ;
- Les bons de livraisons ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS).

6.2 Délais d'exécution.

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- Le délai entre la demande d'information technique des agents du GHT la réponse apportée à celle-ci,
- Le délai entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par mail.

Le délai d'exécution se termine lorsque l'établissement concerné prononce l'admission définitive incluant que les fournitures soient :

- Conformés à la commande,
- Réceptionnées.

6.3 Emissions des bons de commande.

- **Lot n°1 : Divers imprimés administratifs, médicaux et de communication offset :**

Le marché subséquent s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature du produit ;
- la quantité souhaitée ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le lieu de livraison des produits ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

- **Lot n°2 : Ordonnances sécurisées :**

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature du produit ;
- La quantité souhaitée ;
- La date de livraison souhaitée ;
- Le lieu de livraison des produits ;
- Le montant du bon de commande ;
- Le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé de réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

6.4 Minima de commande et frais de port

Le montant minimum de commande exigé pour chaque livraison est fixé à 200 € HT. Toute commande inférieure à ce montant fera l'objet de frais additionnels de traitement, d'un montant de 75€ HT.

Pour toute commande d'un montant égal ou supérieur à 200 € HT, les frais de port sont à la charge du titulaire du marché.

6.5 Livraisons

6.4.1 Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

6.4.2 Conditions de livraisons :

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

6.4.3 Bon de livraisons :

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande
- la quantité et la référence du produit livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

6.6 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.7 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Les marchandises refusées devront être retirées immédiatement. À défaut d'enlèvement immédiat, ces marchandises seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché. Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

La poursuite de l'exécution des livraisons en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.8 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Dans le cadre du marché, le titulaire réalise des prestations susceptibles d'engendrer des droits de propriété intellectuelle. Pour permettre au titulaire de répondre au besoin de l'établissement, il est autorisé à utiliser les outils et documentations fournis par l'établissement uniquement et strictement dans le cadre du présent marché mais ne pourra en aucun cas se prévaloir de la cession des droits d'auteur sur ces outils et documentations. Il ne pourra également pas se prévaloir des droits de propriété intellectuelle autres que les droits d'utilisation, de présentation, d'adaptation accordée uniquement et strictement pour la durée du présent marché.

Les parties conviennent également que l'établissement aura la propriété pleine et entière des « Résultats » de l'exécution du marché par le titulaire dans le cadre du présent marché.

On entend par « Résultats » tous livrables, créations, réalisations, éléments de toute nature et sous quelque forme que ce soit, fournis ou réalisés par l'organisme dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La présente cession de droits est consentie pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle

Article 8 PRIX DU MARCHÉ**8.1 Caractéristiques des prix**

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisables à la hausse ou la baisse, à l'issue de la première année d'exécution du marché puis à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat.

8.2 Révision des prix

La révision de prix devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier électronique ou papier en recommandé avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur, au moins trois mois avant la fin de la période en cours. Le courrier sera adressé à la cellule des marchés du Groupe Hospitalier du Havre :

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Cellule des marchés publics

55 bis Gustave Flaubert – BP 24

76083 LE HAVRE CEDEX

Cellule.marchespublics@ch-havre.fr

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

➤ La formule de révision pour les lot 1 et 2 est la suivante :

$$\text{Coefficient de variation} = 0.2(010600341n/010600341n-1) + 0.8(ICHT/ICHTn-1)$$

010600341n = indice des prix de la pâte à papier - Année n
010600341n-1 = indice des prix de la pâte à papier - Année n-1
ICHT = Coût horaire du travail Année n
ICHTn-1 = Coût horaire du travail Année n-1

7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

7.2.2 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 4%.

8.3 Remise sur chiffre d'affaires

L'application d'un taux de remise, s'il est proposé par le titulaire, s'effectuera à la date anniversaire de la notification du marché ou à la fin de chaque période d'exécution du marché.

Le chiffre d'affaires pris en compte sera celui de la période considérée pour l'ensemble du GHT. Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des produits livrés et/ou prestations exécutées au cours de cette période.

Le titulaire émettra au profit des établissements membres du GHT concernés un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

Article 9 AVANCE

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 10 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 11 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

12.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

12.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

12.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réductions fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

12.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 13 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Motifs	Pénalités
Retard de livraisons selon le délai indiqué après émission du bon de commande	50€ par jour calendaire de retard
Produits livrés non conforme au bon de commande ou BAT	15€ par jour calendaire de livraison de produit non conforme
Non-respect des consignes de livraison	15 euros HT par manquement constaté
Retard de réponse suite à une demande d'information technique selon les engagements contractuels	15€ HT par jour calendaire de retard.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 14 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 15 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194 du code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

Article 16 LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour des livraisons complémentaires.

La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

Article 17 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 18 LITIGES

18.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

18.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Article 19	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX
-------------------	--

Article 4.1	Pièces contractuelles du marché subséquent	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 8	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 13	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 25/06/2025

Liste non exhaustive

Groupe Hospitalier du Havre :

Magasin service Technique - Site Jacques Monod

19 Avenue Pierre Mendès France

76 290 Montivilliers

Mr Patrice Leclerc

02 32 73 55 59

Patrice.leclerc@ch-havre.fr

Horaire de livraison : 8h00 à 11h30 et de 12h30 à 16h30 du lundi au jeudi sauf le vendredi 8h à 11h30 et de 12h30 à 15h45

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)

Magasin Général

19 rue René Coty

76 170 Lillebonne

Mr Ouine Alexandre

Tel : 02 35 39 36 36 poste 17202

Fax : 02 35 39 10 20 Mail : magasin@chi-cauxvalleedeseine.fr

Horaire de livraison : 8h30 - 12h30 / 13h00 – 15h00 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)

100 Avenue du Président François Mitterrand

76 400 Fécamp

Mme Anquetil Sophie

Tel : 02 35 10 90 10

Fax : 02 35 10 91 23 Mail : sophie.anquetil@ch-fecamp.fr

Horaire de livraison : 8h00 à 15h15 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)

66 route de Lisieux BP431

27 504 Pont-Audemer

Mme Prévost Linda

Tel : 02 32 41 45 59

Fax : 02 32 41 65 99 Mail : linda.prevost@ch-pont-audemer.fr

Horaire de livraison : 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc

8 avenue du Général de Gaulle

76430 Saint Romain de Colbocs

M. Pocheron

Tel : 02 32 79 51 51

Fax : 02 35 20 82 13 Mail : guillaume.pocheron@hl-saintromain.fr

Horaire de livraison : 8h à 12h00 et de 13h30 à 17h30 du lundi au jeudi

EHPAD de Beuzeville

325 rue Louis Pasteur

27210 Beuzeville

M. Lechevalier Kévin

Tel : 02 32 57 70 73

Fax : 02 32 57 70 71 Mail : mdr.beuzeville@wanadoo.fr

Horaire de livraison : 8h à 12h00 et de 13h30 à 16h00 du lundi au vendredi

Groupe Hospitalier du Havre :

Magasin Service technique - Site J.Monod
19 Avenue Pierre Mendès France
76 290 Montivilliers

M. Mehenni Thomas

Tel : 02 32 73 34 45

Mail : thomas.mehenni@ch-havre.fr

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)

19 rue René Coty
76 170 Lillebonne

Mme Le Breton Nathalie

Tel : 02.35.39.36.36 poste 17157

Fax : 02.35.39.35.87

Mail : nathalie.lebreton@chi-cvs.fr

Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)

100 Avenue du Président François Mitterrand
76 400 Fécamp

M. Belhache Stéphane

Tel : 02 35 10 91 50

Fax : 02 35 10 90 02

Mail : stephane.belhache@ch-fecamp.fr

Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)

66 route de Lisieux
BP 431
27 504 Pont-Audemer

M. Platel Fabien

Tel : 02 32 41 45 85

Fax : 02 32 41 65 99

Mail : fabien.platel@ch-pont-audemer.fr

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc :

8 avenue du Général de Gaulle
76430 Saint Romain de Colbocs

Mme Prudhomme Marion

Tel : 02 32 79 51 09

Fax : 02 35 20 82 13

Mail : marion.prudhomme@hl-saintromain.fr

EHPAD de Beuzeville

325 rue Louis Pasteur
27210 Beuzeville

M. Platel Fabien

Tel : 02 32 41 45 85

Fax : 02 32 41 65 99

Mail : fabien.platel@ch-pont-audemer.fr